

Les évolutions du discours identitaire en Russie

Quinze ans après l'écroulement du régime soviétique, la stabilité du partenariat stratégique entre les pays occidentaux et la Russie, en l'absence de valeurs communes partagées, reste toujours incertaine. A travers les médias et les déclarations de ses hommes politiques, la société russe est de nouveau exposée à une vision antagoniste de sa relation avec le monde occidental.

Ces évolutions sont la conséquence de la banalisation et de l'instrumentalisation, par la classe politique ainsi que par les autorités, du discours nationaliste dans le processus de reconstruction identitaire.

L'échec du projet identitaire de Boris Eltsine

Le choix d'un certain type de discours nationaliste incarné par Vladimir Poutine est une façon pour le pouvoir russe de tirer les leçons de l'échec, auprès de la société russe, du projet identitaire que s'était fixé dans un premier temps Boris Eltsine. Ce dernier, en vue de fonder la légitimité du nouveau régime, avait tenté lors de son ascension à la tête de la Russie, dans une logique de rupture avec l'URSS, de renoncer à l'Etat Empire en faveur de l'Etat nation, une option évocatrice de celle du leader historique turc Atatürk¹.

L'espoir de Boris Eltsine et de ses conseillers était, qu'en se libérant du communisme, de l'espace soviétique, et en

s'affirmant comme un Etat nation, la Russie emprunterait le chemin de l'émancipation caractéristique des pays de l'Europe centrale et orientale et qu'elle rejoindrait ainsi le « nouvel occident » regroupant l'ensemble du continent européen. Ce pari reposait également sur la conviction que la conversion démocratique de la Russie était la meilleure façon pour cette dernière de peser sur les transformations de l'échiquier international.

Ce projet a échoué presque immédiatement. L'élite, éduquée pendant les décennies soviétiques dans un profond sentiment d'hostilité à l'égard de l'Occident et dans une logique de confrontation des blocs, n'était pas en mesure soudainement d'envisager un rapprochement avec l'Europe et ses valeurs.

L'élite, éduquée dans une logique de confrontation des blocs, n'était pas en mesure d'envisager un rapprochement avec l'Europe et ses valeurs.

Par ailleurs, elle a perçu les changements territoriaux liés à la disparition de l'URSS non pas comme un retour à des frontières historiques et « naturelles » de la Russie mais comme une terrible défaite. On bradait, sans aucune contrepartie, lui semblait-elle, des territoires devenus russes depuis Pierre le Grand. Les transformations en Europe centrale paraissaient également à terme menacer l'intégrité de la Russie.

La majorité de la population, quant à elle, a estimé que les responsables de sa paupérisation et de sa précarisation sociale se trouvaient parmi ceux qui s'affichaient comme des libéraux et des partisans de la démocratisation. Le sentiment général était que l'occidentalisation tant vantée était un alibi, comme l'a parfaitement exprimé Alexandre Soljenitsyne, « à la

remise en cause des principes fondamentaux de l'Etat, de l'économie, de la culture, de la morale russes et au pillage de la Russie ²».

Le projet d'eupéanisation, de démocratisation ou d'occidentalisation de la Russie s'apparentait pour l'élite, comme pour une large partie de l'opinion, à une colonisation masquée du pays. Une confusion durable s'est établie entre les valeurs de la démocratie et les réformes brutales, synonymes d'enrichissement pour les uns et de très grande misère pour la majorité ³.

Dans ce contexte marqué par le ressentiment, le discours nationaliste émerge à l'occasion de la 1^{ère} guerre en Tchétchénie. Ce conflit pérennise dans le paysage russe une logique de violence et d'affrontement.

Le tournant de la guerre en ex-Yougoslavie

Cependant, le véritable tournant intervient dans le cadre de l'opposition russe à l'intervention de l'Otan en ex-Yougoslavie. Le discours nationaliste « inonde » l'espace public. Non seulement ce conflit a été l'occasion de mobiliser à nouveau les préjugés anti-occidentaux issus de la tradition soviétique mais d'autres plus anciens encore, hérités du débat politique prérévolutionnaire, notamment les thèses slavophiles et panslaves⁴. Les événements dans les Balkans sont apparus comme une guerre des civilisations entre l'occident impérialiste, les ambitions islamistes d'un côté, et la Russie protectrice des valeurs orthodoxes de l'autre⁵. Ces évolutions rhétoriques n'ont guère suscité l'intérêt des experts et des décideurs politiques occidentaux dans la mesure où elles n'ont abouti à aucune menace de confrontation militaire. Mais leur impact sur la population a été très fort, la majorité d'entre elle s'identifiant au « martyr

serbe » et dénonçant l'impérialisme occidental en terre orthodoxe et slave.

Cette montée en puissance du discours nationaliste n'a pas permis de réduire l'impopularité de Boris Eltsine. Ce fut même le contraire puisqu'elle a contribué fortement à stimuler la nostalgie de la société russe en faveur de l'émergence d'un pouvoir fort, en mesure de rivaliser avec le bloc occidental.

En 2000, peu avant les changements au niveau présidentiel, d'après certains instituts de sondage, deux tiers des Russes étaient désormais convaincus que le monde extérieur éprouvait des sentiments négatifs et menaçants à l'égard de leur pays et qu'à des degrés divers l'intégrité territoriale de la Russie était menacée⁶. La classe politique, en quête de légitimité populaire, a naturellement cherché à intégrer et instrumentaliser ces craintes.

Poutine, l'espoir d'une modernisation ordonnée

Accédant au pouvoir, Vladimir Poutine a affiché un double objectif: répondre, d'une part, à l'attente de la société d'un pouvoir fort, garant de l'ordre et de la sécurité, et, d'autre part, réaffirmer la place et la puissance de la Russie sur le plan international. Il s'agissait de retrouver une Russie qui « renoue avec elle-même », une tradition fondée sur l'Etat tout puissant.

Après le traumatisme du chaos de l'ère Eltsine, la promesse d'un retour de l'autorité a suscité un enthousiasme partagé par toutes les strates de la société et a été favorablement relayée par les médias. La classe politique et l'administration, discréditées dans la société, espéraient que le ralliement et le soutien affichés autour du chef de l'Etat pour une Russie forte pouvaient leur

permettre de retrouver une certaine légitimité. Les « libéraux » russes⁷ nourrissaient l'espoir que leur adhésion aux projets du nouveau chef de l'Etat enrayerait leur déclin. Ils se décidaient dans ce contexte à soutenir Vladimir Poutine et à convaincre l'opinion publique russe, comme l'opinion internationale, que le nouveau chef de l'Etat incarnait bien la modernisation de la Russie. La valorisation d'un discours nationaliste et des pratiques autoritaires correspondait selon eux à une simple étape souhaitée par la majorité de la population en faveur du retour de l'Etat et de l'autorité. Une fois l'ordre rétabli, se dessinerait, selon les libéraux, la perspective d'un cadre assaini pour l'épanouissement des libertés économiques et politiques⁸.

Un certain nombre d'experts occidentaux spécialistes de la Russie, au nom de la « transitologie » et du relativisme des cultures rejoignait cette thèse : La Russie a besoin d'ordre pour réussir sa transformation en un Etat de droit⁹. Les événements du 11 septembre, le ralliement de la Russie à la cause anti-terroriste, ont conforté la position de ceux qui affirmaient que le combat contre un péril commun inspirerait l'adoption de valeurs communes.¹⁰ Certaines évolutions internes à la Russie faisaient l'objet d'une relecture. La guerre en Tchétchénie devenait la marque de la contribution russe à la défense des valeurs occidentales face à la menace islamiste¹¹, les attaques contre les oligarques une remise en ordre de l'économie et une forme de lutte contre la corruption, les atteintes au pluralisme des médias une moralisation de l'espace public¹².

Dans ce contexte d'état de grâce en faveur de Vladimir Poutine, la pensée critique de certains experts occidentaux à l'égard de la Russie s'est retrouvée marginalisée.

On a pensé que la dénonciation des dérives autoritaires du régime était liée à des réflexes hérités de la guerre froide.

Il était tentant de considérer que les analyses portant sur une dénonciation des dérives autoritaires du régime étaient liées à des réflexes hérités de la guerre froide. Les critiques des médias à l'encontre de la Russie tenaient, selon certains observateurs, du sensationnalisme et du goût journalistique pour un certain catastrophisme dans leur présentation de la Russie. Enfin, on croyait également percevoir chez certains du dépit de voir Moscou épouser les valeurs du libéralisme et de la globalisation économiques. On dénonçait même une russophobie irrationnelle et émotionnelle¹³.

Ainsi, en Occident, on s'est laissé en partie convaincre que la modernisation autoritaire était nécessaire et que la remise en ordre devait aboutir à la construction à terme d'une solide démocratie et d'une véritable économie de marché.¹⁴

La rhétorique du passé soviétique et impérial, ou le « tsaro-soviétisme ».

Ce schéma d'évolution semble contrarié par les rhétoriques en cours en Russie. Les experts et décideurs y ont de plus en plus pour référence le passé soviétique, voire tsariste. Les décideurs politiques russes d'aujourd'hui, notamment les « siloviki » mais aussi ceux réputés plus libéraux qui entourent Vladimir Poutine expriment des points de vue fortement marqués par l'idéologie nationaliste des dernières années du parti communiste soviétique¹⁵.

L'objectif affiché devient la restauration de la puissance, une puissance fondée sur la tradition russe et soviétique de glorification de l'Etat et non sur l'adoption de valeurs occidentales¹⁶. Comme on peut le lire dans un manuel destiné à des étudiants « le partenariat Russie-Occident

est davantage tactique que stratégique, l'Occident n'est pas intéressé par la restauration de la puissance russe... ni la Russie de se fondre dans un bloc occidental ».¹⁷

La reconstruction identitaire de la Russie suppose donc qu'elle a vocation à être un Empire. L'émergence de la Russie « amputée » en 1991 apparaît dans ce contexte comme un épisode national honteux. La majorité des Russes aujourd'hui, d'après les sondages de la presse progouvernementale, ne souhaite plus célébrer le jour de la constitution de la Russie¹⁸.

Vladimir Poutine témoigne publiquement et régulièrement son regret d'avoir assisté à l'écroulement de l'Union soviétique. Après la formule du début de son règne, « Qui ne regrette pas l'Union soviétique n'a pas de cœur, qui souhaite la restaurer n'a pas de tête », le président, dans sa dernière adresse à la nation, affirme que « la chute de l'Union soviétique a été la plus grande catastrophe géopolitique du XXème siècle »¹⁹. Le message est clair et il est répété à plusieurs reprises. La chute de l'Union soviétique a été une terrible perte, il faut que la Russie retrouve la puissance perdue. L'écroulement de l'URSS est une défaite qu'il s'agit de surmonter.

L'Etat russe et sa vocation impériale deviennent la valeur fondamentale de la nation russe. L'écrivain russe Viktor Erofeiev souligne la caractéristique de l'idéologie de l'ère Poutine : « la condamnation du communisme comme idéologie impraticable, mais la réhabilitation de l'Etat dans sa dimension impériale²⁰ ». On peut reprendre également l'expression du chercheur Dmitri Trenine qui, pour qualifier le régime de Vladimir Poutine²¹, évoque un tsaro-soviétisme où l'Etat reprend ses droits sur la société et l'individu.

Le respect absolu de la force, de la frontière, de l'armée et de la police serait la valeur fondatrice de la Russie.²² « Notre peuple s'est battu contre l'esclavage, pour le droit de vivre sur sa terre, pour le droit de parler sa langue, avoir son système d'Etat, sa culture, ses traditions. »²³ soulignait Vladimir Poutine dans le cadre des célébrations de la commémoration du 60^{ème} anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale.

La société civile est gagnée par la valorisation des vertus militaires²⁴. Les émissions de télévision et les articles de presse qui exaltent l'armée, la police, l'histoire militaire, se multiplient²⁵.

Les milieux universitaires et académiques développent un nouvel enseignement : la culturologie²⁶. Il s'agit d'une science neuve, née dans les dernières années du régime soviétique et formalisée dans les cursus universitaires en 1995. En y mélangeant les différentes sciences humaines, il s'agit d'affirmer la place particulière de la Russie dans l'histoire mondiale et de privilégier une vision figée du monde autour d'une confrontation des aires de civilisations. On peut ainsi lire à propos de l'Etat russe et de sa spécificité « la caractéristique étatique (*gosudarstvennost*) russe capable de neutraliser les extrêmes des modèles totalitaires et libéraux, de créer les conditions d'une transformation réussie de la société »²⁷.

Revisiter l'histoire, réhabiliter Staline

L'Etat étant une valeur fondatrice de la Russie, son histoire est sacralisée. On met fin à toute possible dénonciation des crimes d'Etats tel que cela était pratiqué sous l'ère Gorbatchev et durant les premières années de l'ère Eltsine²⁸. C'est une Russie crainte et triomphant de ses adversaires que l'on glorifie. Les

figures historiques qui sont mises en avant sont celles qui ont su moderniser la Russie, en faire une puissance respectée, tout en renforçant l'Etat. Pierre Ier est valorisé pas tant en sa qualité de tsar occidentaliste qu'en fondateur de la puissance militaire à l'origine de plusieurs victoires éclatantes. Alexandre III devient l'emblème du retour de l'ordre face aux dérives réformistes de son prédécesseur. Nicolas II devient une figure mystique, le martyr d'un complot cosmopolite destructeur des valeurs russes.

Le plus spectaculaire, dans cette hagiographie des chefs d'Etat, reste celle réservée à Staline. Passée inaperçue ou délibérément minorée à l'extérieur de la Russie pendant plusieurs années, la réhabilitation progressive de Staline a pris une dimension éclatante avec les commémorations du 60^{ème} anniversaire de la fin de la seconde guerre²⁹.

Il faut rappeler que le président de la Douma, Boris Gryzlov, un proche du Président Poutine, à l'occasion d'une conférence de presse pour les 125 ans de la naissance de Staline, n'hésitait déjà pas à qualifier le tyran « *d'homme d'exception ayant rendu d'immenses services à la patrie* »³⁰. Vladimir Poutine, quant à lui, avait déjà porté un toast à la gloire de Staline pour les 120 ans de sa naissance³¹.

Les effets de cette réhabilitation sur l'opinion publique sont efficaces. Si en 1989, 11% des Russes exprimaient une opinion positive de Staline, en 1999, ils étaient 35% à l'exprimer, plaçant Staline tout de suite après Pierre le grand, Lénine et Pouchkine. En 2003, le chiffre montait à 40% (3^{ème} place après Pierre le Grand et Lénine)³².

Comme l'affirmait Zbigniew Brzezinski³³, en célébrant le 60^{ème} anniversaire de la fin de la seconde guerre

mondiale, la Russie rendait également hommage au stalinisme. La phraséologie de l'ère brejnévienne « Quelles que soient les erreurs qu'on peut attribuer à Staline, il lui revient l'immense et principal mérite que sous sa direction, le peuple est sorti vainqueur de la seconde guerre mondiale » est revenue en force dans le discours officiel.³⁴

La dénonciation du complot

La glorification de l'Etat russe dans une continuité entre le passé tsariste et soviétique conduit à une amnésie progressive de ses échecs.

Les difficultés de la Russie d'aujourd'hui sont interprétées comme étant les conséquences d'une défaite conduite par l'incompétence de certains dirigeants et surtout d'actions menées par des forces plus ou moins masquées tirant bénéfice de l'écroulement de la puissance russe. La notion d'un complot destructeur de l'Empire et de la Russie, fort développée à l'époque tsariste, largement exploitée par le nationalisme stalinien, inspire la vision du pouvoir et d'une large partie des élites aujourd'hui.

A l'extérieur de la Russie, deux principaux ennemis sont ainsi mis en exergue, les peuples de la périphérie occidentale de la Russie et ceux du sud, essentiellement musulmans. La dénonciation du spectre du séparatisme, de la fragmentation, fédère ces peurs. Vladimir Poutine évoque « l'épidémie » du séparatisme³⁵. Dans les manuels scolaires, les écoliers apprennent que la Russie durant des siècles a eu besoin pour sa survie, pour protéger ses frontières, d'étendre son territoire ³⁶.

Quant à la perception que l'on peut avoir de la périphérie européenne de la Russie, elle est fondée sur la

peur qu'elle puisse constituer la base arrière d'un projet de « contamination territoriale » des valeurs occidentales.

Aux propos d'un conseiller de Vladimir Poutine, Sergei Markov, dénonçant ceux qui en Occident croient pouvoir encore dépecer la Russie répondent en écho et de façon plus excessive encore d'autres arguments. Parmi de nombreuses déclarations, l'hebdomadaire *Argumenty i Fakti*³⁷ a présenté une sélection tout à fait impressionnante de commentaires qui peuvent être entendus. Ainsi pour l'écrivain nationaliste Alexandre Prokhanov, l'objectif des Occidentaux est d'affaiblir la Russie pour contrôler son gaz et son pétrole. Les Occidentaux constitueraient des Etats vassaux dans la périphérie immédiate de la Russie chargés de déstabiliser Moscou. Une députée de la Douma, du parti nationaliste Rodina, affirme, quant à elle, que cette stratégie d'encerchements s'inspire de la guerre de Crimée et des stratégies occidentales durant la guerre civile.

Le chercheur français Alexander Adler, reprenant à son compte les analyses les plus courantes en Russie, écrivait « La Pologne ne vise qu'à étendre le glacis anti-russe de la nouvelle Union européenne le plus à l'est possible, et à garantir ainsi par la précarité paradoxale de ce dispositif l'absolue nécessité d'une présence américaine sur le continent. »³⁸.

On rappelle également que les nations d'Europe centrale et orientale s'étaient déjà appuyées sur des projets politiques inspirés de l'Occident pour détruire le régime tsariste et ensuite contribuer à isoler la Russie bolchevique en constituant un « cordon sanitaire »³⁹. 70 ans plus tard, ces mêmes nations qui se sont félicitées de

la chute de l'Union soviétique, continueraient leur combat en vue d'affaiblir la Russie. Les médias relaient cette inquiétude. Ils accordent une place disproportionnée, par rapport à l'importance respective des pays concernés, dans leurs chroniques à la « capacité de nuisance » des Baltes et des Polonais⁴⁰. C'est à ce contexte également que l'on peut rattacher les violences récentes exercées contre des diplomates et un journaliste polonais en poste à Moscou.

Le monde asiatique inquiète mais la peur de la Chine pour des raisons politiques est aujourd'hui rarement exprimée⁴¹. Les craintes que suscitent l'invasion démographique et le ressentiment provoqué par le nationalisme des peuples anciennement colonisés se focalisent sur le sud. La stigmatisation de la menace islamique apparue au moment de la guerre dans l'ex-Yougoslavie n'a cessé depuis de s'amplifier au point de représenter dans l'imaginaire de la Russie la principale menace. Vladimir Poutine, en 2000, dénonçait ceux qui tentaient en lieu et

La guerre en Tchétchénie devient le pôle d'identification de la menace militaire mais également du danger ethnique et religieux.

place de la Russie d'établir un immense khalifat. Plus récemment, le porte-parole du Conseil de la Fédération, Sergei Mironov⁴², mettait en garde sur de possibles évolutions de type tchéchène en Bachkirie et au Tatarstan et la constitution ainsi d'un arc de cercle musulman. Les derniers événements en Kirghizie ou en Ouzbékistan, dans leur traitement médiatique, ont été largement interprétés dans le sens de la montée du péril musulman.

La guerre en Tchétchénie, à l'instar du rôle joué par l'affrontement idéologique est-ouest à l'époque soviétique, devient le pôle d'identification de la menace militaire mais également du danger ethnique et religieux⁴³. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant, par exemple, que Ramzan Kadyrov, le nouvel homme fort en Tchétchénie, considéré par les ONG comme l'auteur de nombreux crimes de guerre, se retrouve décoré de la médaille du héros national russe au même titre que les vétérans de la seconde guerre mondiale. On se souvient également que le Président Poutine a souligné à Auschwitz le lien et la continuité entre nazisme et terrorisme⁴⁴.

Quelles valeurs pour la Russie ?

Bien évidemment, la menace extérieure n'est pas perçue comme seulement territoriale. Les personnalités proches du pouvoir répètent à l'envie que le libéralisme et la démocratie qualifiés de type occidental et dont on nie toute dimension universelle sont contraires aux valeurs de la Russie et que leur expansion masque une politique occidentale de type néo-colonial. Comme le déclarait un conseiller du Président Poutine, « ceux qui prétendent aimer la démocratie, en réalité détestent la Russie encore plus qu'ils n'aiment la démocratie⁴⁵ ». Les anciens dissidents, les militants des droits de l'homme, sont présentés comme des ennemis potentiels de l'Etat russe. La démocratie aurait engendré en Russie le désordre, le terrorisme, l'insécurité. Les fondements de l'Etat et de la nation russes seraient incompatibles avec ceux de la démocratie de type occidental.

Dans ces conditions, les restrictions du droit électoral, la censure dans les médias, sont présentées comme des mesures de salut public pour sauvegarder la force et

l'unité de l'espace russe. « Un Etat totalitaire ne peut pas céder aux chantages des terroristes⁴⁶ et il est dans l'esprit de la Russie » rappelait, au lendemain des événements de Beslan, un journaliste proche du pouvoir, Mikhaïl Leontiev⁴⁷, sur la première chaîne de télévision publique, dans le cadre de son émission hebdomadaire.

Toutes les formes de contestation à l'encontre des régimes autoritaires dans la périphérie immédiate de la Russie sont interprétées par Moscou comme une tentative de remise en cause de l'intégrité russe. Le monde en mouvement, l'émergence d'Etats ou le développement de nouveaux ensembles, sont perçus comme une menace pour le positionnement de la Russie.

Ainsi, la parenthèse gorbatchévienne et eltsinienne d'une Russie en quête d'une intégration dans le système des valeurs occidentales se referme progressivement. Toutefois, la population s'interroge de plus en plus sur la capacité des représentants actuels de l'Etat d'être les promoteurs de ce nationalisme russe fondé sur le retour de l'Etat dans sa dimension impériale. En concentrant entre ses mains le contrôle sur la société, le pouvoir actuel est tenu comme le seul responsable du succès ou de l'échec des évolutions de la société russe⁴⁸.

La population, dans sa majorité, malgré la croissance économique tangible dans les grandes villes, a le sentiment de n'avoir pas obtenu les réponses qu'elle attendait des changements en faveur d'un régime d'ordre. L'insécurité est grandissante, la poursuite du conflit en Tchétchénie menace de s'élargir, le développement du terrorisme est spectaculaire et l'on assiste à une aggravation de la corruption. La société russe accepte difficilement de subir encore dans la Russie de Poutine les maux dont elle avait rendu la

démocratisation du pays responsable. Il faut noter par ailleurs que le déclin démographique, dont les effets sont totalement sous-évalués par le pouvoir, contribue à nourrir un immense sentiment de menace et de fragilité de la population.⁴⁹

L'élite, quant à elle, est traumatisée par la poursuite du recul de l'influence russe⁵⁰ ainsi que par les très faibles gains engendrés par le rapprochement tactique avec les Etats-Unis après le 11 septembre. Pour certains, il s'est même agi d'un marché de dupes, le rapprochement de la Russie avec les Etats-Unis permettant à cette dernière de renforcer son influence et de promouvoir les changements de régime dans l'étranger proche.

Un écart de plus en plus grand apparaît donc entre le discours du pouvoir exaltant une puissante Russie et les réalités d'un affaiblissement. L'enfermement dans le culte de la grandeur du passé et l'ignorance du réel social sont de possibles ferments de contestation.⁵¹

Ce contexte est propice à une surenchère nationaliste inquiétante car s'affirmant dans une société, pour laquelle le réel est perçu comme dégradant, humiliant, et qui est par ailleurs sans mémoire sur les méfaits du totalitarisme. Dans un pays où les minorités constituent un cinquième de la population, on peut craindre l'effet particulièrement dévastateur de la généralisation des violences xénophobes. Les violences raciales se multiplient. Les skinheads compteraient entre 50.000 et 70.000 activistes.

L'antisémitisme, toujours fortement présent au sein de la population russe, relayé pendant les années soviétiques par l'anti-sionisme, est aujourd'hui sans appui explicite dans les médias officiels ou les cercles du pouvoir. Cette

problématique, par ailleurs, est masquée par la spectaculaire renaissance de la vie religieuse et culturelle juive. En outre, ce sont aujourd'hui les musulmans et les Caucasiens et plus encore les Tchétchènes qui sont le plus en bute à l'hostilité des Russes. Des sondages effectués entre 2001 et 2003 par le sociologue Iouri Levada pour le compte de deux chercheurs américains, Théodore Gerber et Sarah Medelson, il ressort que 48% des personnes interrogées éprouvaient de l'hostilité ou de la crainte à l'égard des Tchétchènes, 16% à l'égard des musulmans et 8% à l'égard des juifs⁵². Toutefois, l'antisémitisme demeure et il tend à s'exprimer dans des circuits de moins en moins marginaux, qu'ils soient politiques, culturels ou religieux. Prenant prétexte de dénoncer un soi-disant complot contre la Russie, de nombreuses publications bien diffusées dans les librairies et sites Internet s'acharnent à stigmatiser les origines juives des oligarques actuels ou des promoteurs historiques du communisme en Russie. Tout récemment, une pétition signée par des politiques, des artistes et des hiérarques religieux, réclamait l'interdiction des institutions juives en Russie représentant une religion « inhumaine ». Cette manifestation d'antisémitisme est inédite par son ampleur⁵³.

Face au risque induit par la montée de l'extrémisme, le pouvoir adopte une position décrite par certains experts comme complaisante⁵⁴. Dans certains cercles, le développement de l'extrémisme nationaliste est considéré comme une soupape utile aux frustrations de la population et qui, en monopolisant le champ de la con-

Les coups de force des jeunes radicaux semblent parfois difficilement contrôlables par le pouvoir.

testation, affaiblit l'opposition démocratique. Le pouvoir se contente d'instrumentaliser la surenchère nationaliste à travers les mouvements de jeunesse ou des complaisances médiatiques en faveur du parti de l'opposition nationaliste Rodina dirigé par Dimitri Rogozine. Mais le risque existe que le pouvoir en perde le contrôle.

En effet, parmi les multiples mouvements extrémistes qui se mettent en place, parfois noyautés par le pouvoir lui-même, un exemple inquiétant aujourd'hui est représenté par les « Limonovci » les adeptes du mouvement créé par Edouard Limonov⁵⁵. 15.000 adhérents se rassemblent autour d'une idéologie mélangeant le populisme révolutionnaire russe du 19^{ème} et les idées fascistes de l'Europe de l'entre deux guerres⁵⁶. Si leur présence à certaines manifestations côte à côte avec des libéraux ou des retraités peut être utile pour discréditer ces expressions de mécontentement, les coups de force inattendus de ces jeunes radicaux semblent parfois difficilement contrôlables pour le pouvoir.

Le danger auquel est confrontée la Russie est le développement de la contestation anti-institutionnelle. Une nouvelle génération émerge, sans mémoire de l'Union soviétique mais contaminée par les mythes de grande puissance que véhiculent les nostalgiques de l'Empire. Si une partie d'entre elle se tourne vers l'Occident, d'autres représentants de cette génération ont intégré les ressentiments de la société et sont tentés par un nationalisme très radical⁵⁷.

Dans les régions, notamment dans les républiques autonomes, cette contestation se traduit par le regain de la tentation séparatiste dans un contexte de rejet des

dirigeants régionaux corrompus et soutenus explicitement par le centre.

Le pouvoir devient prisonnier du processus qu'il a contribué à mettre en place et qui est porteur de nouveaux défis. Les frustrations et les ressentiments qu'engendre l'échec des promesses de retour de l'ordre et d'une restauration de l'Empire sont propices à des contestations nationalistes dont les autorités ont légitimé à tous les niveaux de la société les argumentaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de satisfaire.

Un nationalisme anti-gouvernemental prend de l'ampleur et peut menacer la stabilisation de la Russie. Le caractère multiethnique du pays, dans ce contexte, constitue un facteur aggravant des confrontations et des processus de fragmentations potentiels⁵⁸.

Luc Lévy*

25 août 2005

* *Conseiller culturel à Riga, Chargé de mission au Centre d'Analyse et de Prévision (2001-2003).*

¹ Formule reprise dans « Russian nationalism and Vladimir Putin's Russia » Astrid Tuminez Ponar *Policy memo 151*, American International Group and Council on Foreign Relations.

² In *Novaia gazeta* 11-14 mai 2000.

³ Voir Steven Cohen, *Les Etats-Unis et la tragédie du postcommunisme en Russie*, Norton, 2001.

⁴ Dans ce contexte, on peut évoquer le succès de librairie d'ouvrages slavophiles anciens comme celui de Danilevski *La Russie et l'Europe* ou bien l'essai d'un contemporain Dimitri Parchine « Pourquoi la Russie n'est pas l'Amérique ? ». Exemples cités par Dmitri Trenin in "Indenticnost i integracia, Rossia i Zapad v XXI veke", *Pro et Contra* 2004.

⁵ On peut, dans ce contexte, considérer que le départ du ministre des affaires étrangères, Andrei Kozyrev et l'arrivée en janvier 1996 de Evgeni Primakov a constitué un véritable tournant. Après une politique proche de celle définie par les occidentaux (reconnaitances des républiques ex-yougoslaves, embargo sur la fédération yougoslave), le conflit dans les Balkans devient l'occasion de réveiller la logique de confrontation avec l'Ouest. L'aboutissement en est la déclaration de la Douma du 27 mars 1999.

⁶⁶ Protivovoes, simbolika Zapada v Rossii poslednih let, *Pro et contra*, n 3 2004.

⁷ Sur le déclin des libéraux en Russie compromis dans des affaires d'enrichissement personnel et de rapprochement avec le pouvoir cf Peter Lavelle « Experts on the sad state of Russia's liberals », 18 mars 2005.

⁸ Cet espoir des libéraux est bien exposé dans l'ouvrage de Lilia Shevtsova, expert pour le Carnegie Endowment for Peace, dans *Putin's Russia*, avril 2003 « *with Putin's ascendancy to power, Russia leadership and Russia have changed dramatically. A pragmatic manager, Putin has tamed the Russian elite and arrogant tycoons; pushed forward economic reforms previously stalled under Yetsin, and instituted a pro-Western foreign policy* ».

⁹ Ainsi, Mme Hélène Carrère d'Encausse écrivait dans *Le Figaro* "La voie de la démocratie est un chemin long, c'est le pays tout entier qui doit intérioriser et adopter progressivement une certaine conception de la modernité. Dans aucun autre pays cela ne s'est fait rapidement », in « L'Occident peut aider efficacement la Russie », 11 septembre 2004.

¹⁰¹⁰ Le Président George W Bush déclarait en 2003 en faveur de Vladimir Poutine « *a country in which democracy and freedom and the*

rule of law thrive » in *Foreign Affairs*, mars-avril 2004 « A normal country, Rethinking Russia » Andrei Schleifer and Daniel Treisman.

Les observateurs occidentaux n'ont peut être pas prêté suffisamment attention au sens que pouvaient avoir certains parallèles dressés par des experts russes, des conseillers de la présidence, affirmant par exemple que l'alliance Russie-Occident de l'après 11 septembre s'inspirait d'un précédent triomphal pour la Russie. On a pu ainsi lire à propos des leçons à tirer de la victoire de 1945 « sans rien céder de son idéologie ou de son système, l'Union soviétique en 1945, pour avoir lutté contre le même ennemi que les Occidentaux, se voyait récompensée par la reconquête des territoires perdus à la chute de l'Empire tsariste et devenait également la deuxième puissance mondiale ».

¹¹ On se souvient de Mme Condolezza Rice, déclarant en 2002 que la Russie a besoin des Etats-Unis dans sa lutte contre l'islamisme.

¹² Thèse défendue régulièrement par un chercheur comme Anatol Lieven, Senior Associate du Carnegie Endowment for International Peace.

¹³ Dans *World Policy Journal* Volume XVII, No 4, WINTER 2000/01 "Against Russophobia", Anatol Lieven: "Western Russophobia has various roots. Groups and individuals who rose to prominence during the Cold War and have lacked the flexibility to adapt to a new reality. To these can be added others who have sought to carve out careers by advocating the expansion of U.S. influence into the lands of the former Soviet Union, in direct competition with Russia. Then there are various ethnic lobbies, whose members hate and distrust Russia for historical reasons and whose sole remaining *raison d'être* is to urge an anti-Russian geopolitical agenda. Finally, there are those individuals who need a great enemy, whether from some collective interest or out of personal psychological need".

¹⁴ Andrei Shleifer and Daniel Treisman «Rethinking Russia », mars, avril 2004 *Foreign Affairs*.

¹⁵ Thèse centrale du remarquable ouvrage de l'historien Nikolai Mitrohin, *Le parti russe, le mouvement des nationalistes russes en URSS 1953-85*, Novoe literarturnoe obozrenie Moskva, 2003.

¹⁶ « L'Académie portant sur les questions de légalité, de défense et de sécurité », accessible depuis Internet www.abop.ru, représente bien

les tenants de cette idéologie. Cette académie, liée aux organes de sécurité, a été enregistrée en 2000 et regroupe 141 membres, de Vladimir Poutine, Mikhail Fradkov, Boris Gryzlov à Iouri Louzkov, et de nombreux hommes de pouvoir et d'influence en Russie. Le site constitue un vaste forum de discussions sur le devenir du pays. L'académie produit de nombreuses publications portant sur la question nationale. Elle décerne également des décorations aux intitulés significatifs, comme l'ordre de Pierre le Grand, celui du Prince Alexandre Nevski, celui de La grande Victoire ou le Prix Iouri Andropov. Parmi les décorés, on remarque le Président Poutine, mais également des personnalités extérieures à la Russie, comme Alexandre Loukachenko, Noursoultan Nazarbaev ou bien plus anciennement Radovan Karadzic. Cette académie publie une encyclopédie intitulée *Les noms de la grande Russie*.

¹⁷ In « Istorija Rossii, v novejsee vremia, 1945-2001 », izdatelstvo ast, 2001.

¹⁸ MOSCOW, June 9 (RIA Novosti) – Seulement 23% des Russes considèrent que la Russie est devenue véritablement un Etat souverain après l'écroulement de l'URSS en 1991. Sondage réalisé par (VTsIOM) à propos du jour de la constitution le 12 juin. On se souvient également de la colère du conseiller de Vladimir Poutine, Serguei Markov, évoquant un article du dirigeant ukrainien, alors dans l'opposition, félicitant la Russie pour sa fête du 12 juin, « *alors que cet anniversaire, c'est l'éclatement de l'Union soviétique, pour une majorité d'entre nous, c'est un déshonneur* » in *Libération* « L'Occident exploite la faiblesse de la Russie », 8 décembre 2004.

¹⁹ In *Lenta ru*, 25 avril 2005

²⁰ Viktor Erofeiev, « When victory is defeated » 10 mai 2005 *Herald Tribune*: « *It has cast aside the country's communist experiment as unworkable utopia, but has begun glorifying Russia's imperial pretentions* »

²¹ In *Nationalism in Post-communist Russia ; from resignation to anger* Ilya Prizel, John Hopkins University, Washington DC.

²² « Identité et intégration, la Russie et l'Occident au XXIème siècle », dans *Pro et Contra*, Dimitri Trenine, n3 2004.

²³ In *Lenta Ru*, 20 avril 2005

²⁴ “Glavnoe prepiastvie, voennoy reformy, rossijski militarizm”, Aleksandr Golts, *Pro et Contra* n°3 2004

²⁵ A travers une chanson, « Made in USSR » qui inonde les radios et les chaînes de télévision musicales, le chanteur de variété Oleg Gazmanov exalte ainsi la Russie « de Rurik, Romanov, Lenine et Staline »; cf à ce sujet l'article du *New York Times* « Russian Pop star in tune with the USSR » 9 mai 2005. Par ailleurs, films de cinéma et feuilletons télévisés entretiennent la nostalgie du passé soviétique ainsi que l'exaltation, à travers des héros positifs, de l'armée et des services secrets.

²⁶ Une étude remarquable de Marlène Laruelle « La culturologie, une nouvelle discipline russe » notamment dans *Outre Terre* « La roulette russe » n°4, mai 2003 et « La discipline de la culturologie, un nouveau « prêt à penser » pour la Russie ? » *Diogène* 204, 2003

²⁷ N.V. Sisova, *Kulturologia, eksamenacionnye otveti*.

²⁸ Il n'est pas étonnant qu'il devienne de plus en plus difficile d'évoquer les pages sombres du stalinisme, les crimes de Katyn ou le pacte Molotov- Ribbentrop.

²⁹ Un article des *Izvestia* du 15 avril proclamait « le retour de Staline ».

³⁰ in *Lenta Ru*, 21 avril 2004. Par ailleurs, un sondage de l'institut Vtsiom soulignait que pour 53% des Russes Staline a joué un rôle positif dans l'histoire et seulement 33% en ont une vision négative.

³¹ Mentionné notamment dans *Novaia Gazeta*, 27 décembre 1999.

³² Boris Dubine, *Pro et contra*, n°3 2004, la symbolique de l'Occident en Russie ces dernières années.

³³ dans le *Wall Street Journal* du 29 mars 2005

³⁴ In “Russia historian continues WWII polemic”, *Ria novosti* 28 avril 2005.

³⁵ In *Lenta Ru* adresse à la nation 25 avril 2005

³⁶ Voir la remarquable étude d'Alexis Berelowitch sur les manuels d'histoire en Russie *Eurozine* 2003

³⁷ *Argumenty i Fakti* No. 23, 8 juin 2005

³⁸ « Europe, le grand chambardement », Alexandre Adler, *Le Figaro*, 13 avril 2005.

³⁹ cf *RIA Novosti* 19 août 2005, Anatoly Belyaev (chef du service analytique du Centre pour la conjoncture politique de la Russie)

"In this situation Kiev and Tbilisi are looking for new ways of being helpful to the West. They are playing a special role of assistants to the West in de facto expansion on post-Soviet territory in the hope to get economic and foreign policy dividends. In this context the formation of "the Commonwealth of Democratic Choice" in the Baltic, Black Sea, and Caspian regions is very reminiscent of the ideas of "cordon sanitaire" between Western Europe and "scary" Russia that were current throughout the 20th century. Indicatively, Belarus, the only country that is not part of this anti-Russian cordon, is a target of an early "revolutionary expansion." These goals are consonant with the tasks of EU bureaucrats and its most expansionist-minded politicians on forming an "affiliate" since the West European voters do not want the EU to expand any further".

⁴⁰ "Russia's friends and enemies: Who are they?" Moscou, 9 juin 2005 (*RIA Novosti*, Daniil Nizamutdinov) – Pour les Russes, le Belarus est considéré à 46% comme le meilleur ami de la Russie. A l'opposé, pour 49% des Russes la Lettonie, suivie de la Lituanie, de la Géorgie, et des Etats-Unis, sont classés parmi les Etats les plus hostiles à la Russie. Etude menée par Iouri Levada du 13 au 18 mai 2005.

⁴¹ *Neprikosnovennij Zapas* (3/2003) consacrait plusieurs articles à ce thème, notamment ceux de Marlène Laruelle, « What's Asia to us ? », et de Alexander Lukin, « Evolution of China's image in Russia ».

⁴² Dans le quotidien, *Nezavissimaia gazeta* du 29 mars 2005.

⁴³ Le quotidien israélien *Haaretz* soulignait combien la rhétorique anti-tchéchène en Russie emprunte des clichés antisémites « *One curious aspect of the recent wave of anti-Semitism is the use of anti-Semitic analogies in articles condemning Chechen terror in the Russian press. In an article published last month in a Moscovian literary journal, American professor Anna Brodsky noted that newspapers and books describe Chechens in language lifted from the Protocols of the Elders of Zion* », "In the Jewish world, a russian paradox", le 28 avril 2005 par Eliahu Salpeter.

⁴⁴ Le discours de Vladimir Poutine à Auschwitz, le seul dirigeant invité à n'avoir pas mentionné dans son discours la Shoah dans sa spécificité et son unicité mais rendant hommage « aux 600.000 Soviétiques morts pour libérer la Pologne et au 27 millions de morts soviétiques », 27 janvier 2005.

⁴⁵ Déclaration de Serguei Markov in Patrick de Saint-Exupéry *Le Figaro*, 01.10.04.

⁴⁶ Rapporté également par *The New Republic* "Red to Brown" Masha Gessen, 9/16/04.

⁴⁷ Le même Leontiev, commentateur considéré comme très proche du Kremlin, a rédigé un ouvrage publié cette année intitulé *La forteresse Russie : adieu au libéralisme* (Eksmo 2005) appelant à lutter « sans pitié » contre « cet ennemi intérieur, le libéralisme » au nom de l'idée nationale.

⁴⁸ Cf la remarquable étude de Lilia Shevtsova « Russia 2005 : the Logic of Backsliding », *Voice of America* « *Extreme centralization of authority meant to facilitate the control over the society undermines the legitimacy of power. The elimination of independent political players makes the current leader solely responsible for the country's development. But the leader tries to escape the responsibility. As a consequence the concentration of power inevitably dilutes accountability* ».

⁴⁹ Avec 2,3 millions de morts par an, la population de Russie perdrait chaque année de 800.000 à 900.000 personnes.

La caractéristique de ce déclin démographique est sa violence. D'après l'hebdomadaire dans son édition russe *Newsweek*, 2004 a été l'année des records pour la consommation d'alcool qui gagne dangereusement les milieux féminins. Le suicide atteint également des sommets ainsi que les accidents de la route, du travail et les meurtres. L'épidémie du sida poursuit son ascension. Enfin, du fait notamment de l'alcoolisme et de la mortalité des personnes de la tranche d'âge des 30-40 ans, près d'un million d'enfants se retrouvent abandonnés, soit davantage qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.

⁵⁰ Vladislav Sourkov, jeune numéro deux de l'administration du Kremlin, déclarait « En Amérique, en Europe et en Orient, assure-t-il, on peut distinguer deux groupes. Le premier croit en l'avenir de

notre démocratie. Le deuxième continue à vivre dans l'esprit de la guerre froide et ne perçoit notre pays que comme un ennemi potentiel (...) Son but, c'est de détruire la Russie afin de créer, en lieu et place, de nombreux Etats impuissants. Face à la menace, il convient donc de réaliser que l'ennemi est devant la porte. Le front passe à travers chaque ville, chaque rue, chaque maison. Nous avons besoin de vigilance (...) et d'une union des efforts des citoyens et de l'Etat. Il est apparu une cinquième colonne qui, «sponsorisée par l'étranger», éprouve une haine commune envers la Russie de Poutine» *Komsomolskaia Pravda*, octobre 2004

⁵¹ Conclusion de la présentation de la situation devant le Sénat américain par Anders Aslund, Committee on Foreign Relations « *this regime can hardly be very stable, and our future study should be devoted to how this regime is likely to crumble* ».

⁵² étude rapportée dans le numéro 112 de la revue *Pouvoirs*, janvier 2005.

⁵³ Dans *Haaretz*, « The Jewish world, a Russian paradox » 28 avril 2005, le journaliste Eliahu Salpeter décrit la montée récente de l'antisémitisme avec une formule très juste, que confirment les nombreuses publications sur le marché en Russie : « *A common belief is that Jews are responsible for the rise of communism and million of deaths during the Soviet regime. On the other hand, communist extremists blame Jews for the collapse of communism and the Soviet system.* » Selon ce même journaliste, mais que corroborent d'autres sources, 42% des Russes aimeraient que l'influence des juifs soit limitée dans la société.

⁵⁴ Lilia Shevtsova écrit " *Power seek to discredit liberal democrats, create sham, "disposable" parties to manipulate both the right wing and the left wing electorates, create nationalist-populist parties such as "Rodina", bribe certain groups, create pro-Kremlin youth movement, use of media..."* in *The Logic of Backsliding Russia*, 2005

⁵⁵ Sur la façon dont une partie de la classe intellectuelle française a été séduite par les premiers écrits de Limonov, voir l'article de Sophie Bougnères d'avril 2004 dans la revue *Regard sur l'Est* (www.regard-est.com)

⁵⁶ *Opposition Party takes radical steps in Russia to challenge Kremlin*, *Wall Street Journal* 1-3 avril 2005, Alan Cullison

⁵⁷ *Gazeta.ru*, June 9, 2005, from *RIA Novosti's* digest of the Russian press, First Post-Soviet generation grows up in Russia, "A new generation of Russian voters will come to polling stations in 2007-2008. Today they are 15-19 and are the first truly post-Soviet generation."

⁵⁸ Cf un article dans le journal *Izvestia* du 16 août 2005. Cet article révèle qu'une étude de l'Institut du sociologue Iouri Levada constate que, pour la majorité des habitants vivant en Russie, l'identité nationale importe désormais davantage que la citoyenneté. Par ailleurs, 41% des personnes interrogées estiment qu'elles assistent à une montée des tensions ethniques contre 17% le contraire.